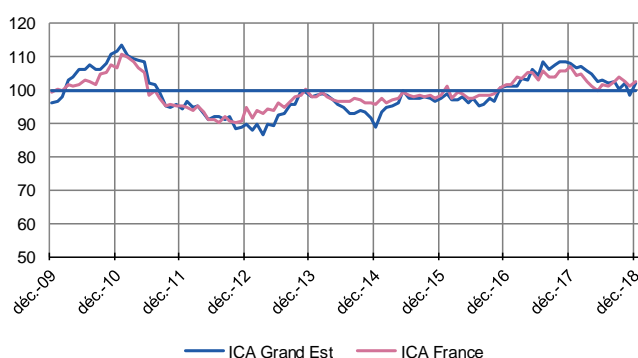


### Contexte conjoncturel

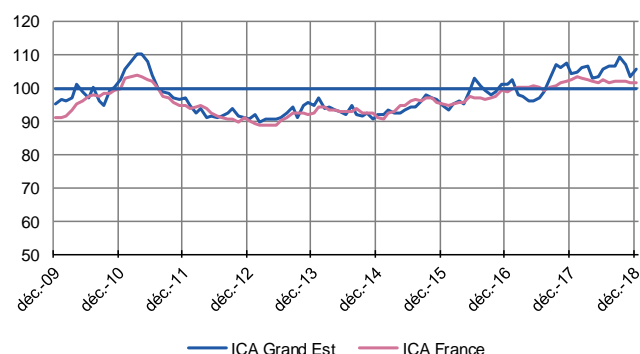
#### Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

#### Industrie



#### Services marchands

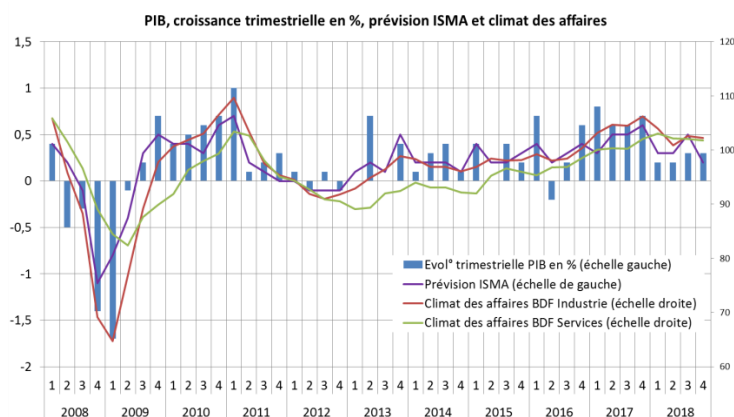


### Contexte national

Après une nette embellie en 2017, l'activité économique a marqué le pas au tournant de l'année 2018. Le ralentissement a été sensible dans l'industrie, avec au final un repli du climat des affaires mesuré par la Banque de France à 103 fin 2018, contre 107 fin 2017 (pour une moyenne de long terme de 100). La dégradation du climat des affaires a en revanche été plus modérée dans le secteur des services marchands (102 en décembre 2018, contre un point haut à 104 en janvier) et le secteur de la construction a mieux résisté encore, avec une stabilisation de l'indicateur du climat des affaires autour de 105 en 2018.

La dégradation de la conjoncture française s'inscrit dans un contexte plus global de **détérioration de l'environnement international**, sur fond de tensions commerciales croissantes, de vulnérabilité des économies émergentes et de volatilité des marchés financiers. Cependant, au-delà des facteurs internationaux, l'économie française reste handicapée par des faiblesses structurelles propres, en particulier **une dette publique élevée** (99% du PIB en 2017) dont la charge pèse sur les finances du pays (1,9% du PIB en 2017) et **une compétitivité insuffisante**, qui se traduit par un solde des transactions courantes négatif chaque année depuis 2007 (-0,6% du PIB en 2017).

**En 2018, la croissance du PIB de la France s'est établie à 1,5% seulement.** Elle avait atteint 2,3% en 2017, soit son plus haut niveau depuis 2007. Le ralentissement de l'investissement, notamment a été sensible (+2,9% en 2018 contre +4,7% en 2017). La consommation des ménages n'a crû que de 0,8% en 2018 (après +1,1% en 2017), pénalisée par un **redressement de l'inflation** (hausse de 2,1% de l'indice des prix à la consommation harmonisé en 2018, après +1,2% en 2017) lié en particulier à la hausse jusqu'à l'été des prix énergétiques.



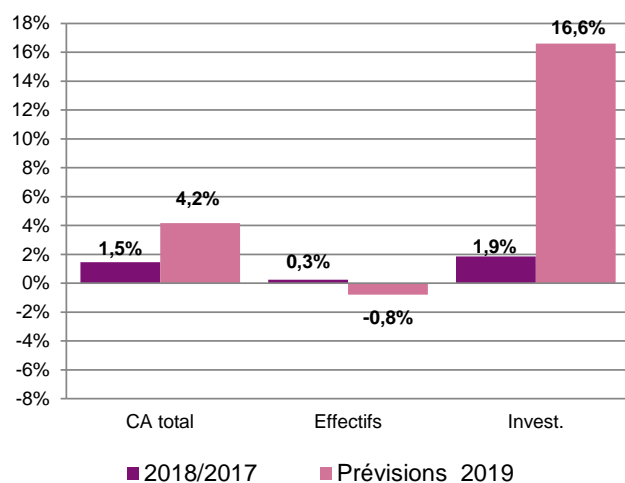
**Selon les projections macroéconomiques publiées en décembre par la Banque de France (<https://www.banque-france.fr/economie/projections-macro-economiques-france>),** la croissance du PIB demeurerait à 1,5% en 2019, tandis que l'inflation fléchirait à 1,6%.

Le taux de chômage poursuivrait sa décrue, atteignant 9,1% en moyenne en 2018 puis 8,9% en 2019, après 9,4% en 2017.

La France, comme les autres économies de la zone euro, a continué de bénéficier en 2018 du soutien apporté par la politique de bas taux d'intérêts et le programme d'achats d'actifs menés par la Banque Centrale Européenne. De fait, **le rythme de croissance des crédits est resté élevé**, avec une hausse sur un an de 6,1% en novembre 2018 pour les sociétés non financières comme pour les particuliers.

### INDUSTRIE

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



Après une année 2017 caractérisée par une reprise de la production, **l'industrie** a affiché en 2018 une évolution moins soutenue de son activité, qui ne progresse en valeur que de 1,5%. Cette hausse, inférieure aux prévisions formulées il y a un an, n'est pas homogène selon les secteurs industriels et s'appuie principalement sur le marché national, puisque la progression des exportations s'est limitée sur l'année à 0,6%.

Cette modération de croissance s'est accompagnée d'un quasi maintien des effectifs (+ 0,3%). La progression par ailleurs plus soutenue de l'emploi intérimaire (+ 3,2%) signifie que les effectifs permanents se sont au mieux stabilisés d'une année sur l'autre.

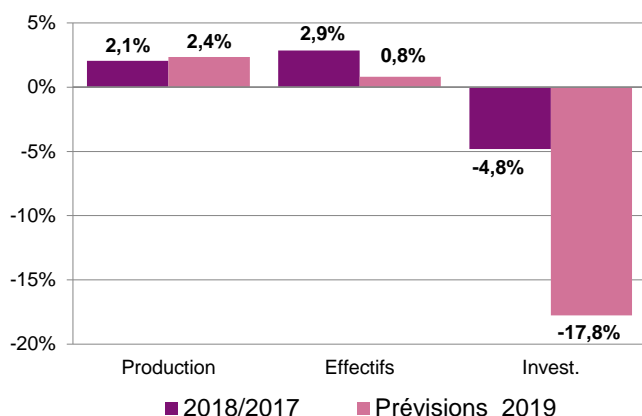
Les dépenses d'investissement se sont accrues en 2018 de 1,9 %, avec de notables disparités selon les secteurs étudiés. Dans ce contexte économique atone, les chefs d'entreprise ont vu leur rentabilité se stabiliser, mais ils sont plus nombreux à avoir constaté une baisse de celle-ci, qu'une hausse.

**Pour 2019**, les perspectives s'inscrivent sur une tendance haussière (chiffres d'affaires attendus en progression de 4,2%), grâce à des gains de productivité qui induiraient une érosion globale des effectifs, incluant l'emploi intérimaire.

Sur la région, la progression des investissements s'intensifierait.

### CONSTRUCTION

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



L'année 2018 a confirmé la croissance amorcée en 2017, avec une augmentation moyenne de la production de 2,1%. Tirés par la progression des chantiers régionaux des bâtiments non résidentiels et de la rénovation, les secteurs du gros œuvre et du second œuvre ont vu leur activité augmenter de respectivement 0,9% et 2,7%. Compte tenu d'un carnet de commandes plutôt bien garni, les travaux publics ont également confirmé leur croissance d'activité (+1.6%) débutée fin 2016.

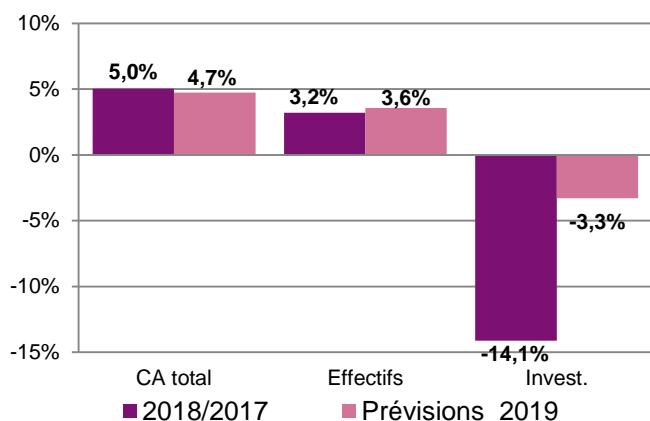
Dans cet environnement favorable, les dirigeants ont augmenté leurs effectifs, notamment par un recours plus prononcé à la main d'œuvre intérimaire. Les chefs d'entreprise interrogés, et principalement ceux des travaux publics, évoquent toujours des difficultés à trouver du personnel qualifié.

Les évolutions budgétaires d'investissement en 2018 sont conformes à l'attendu, avec des dépenses en repli (- 4,8%).

Pour 2019, les prévisions sont bien orientées avec une progression attendue de la production de 2,4%, dont l'impact sur les effectifs sera moins favorable qu'en 2018. Les chefs d'entreprise prévoient de réduire significativement leur budget d'investissement.

### SERVICES

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



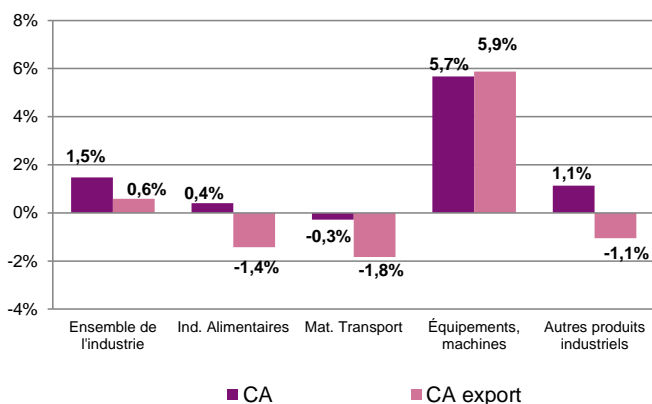
L'activité a été dynamique dans les services marchands en 2018 (+5,0%) et ce pour l'ensemble des branches interrogées dans l'étude. Les dirigeants ont accru leurs recrutements (+ 3,2%) pour répondre au mieux à la croissance de la demande.

Pour 2019, les prévisions seront assez similaires à celles observées au cours de l'année précédente ; les prestations devraient croître significativement (+ 4,7%) accompagnées d'une nouvelle augmentation des effectifs (+ 3,6%).

Comme prévu, les professionnels ont opté en 2018 pour une pause dans leurs efforts d'investissement et ils demeureraient prudents pour 2019, compte tenu d'une stabilisation attendue de leur rentabilité.

### Évolution d'activité par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



Les entreprises industrielles du Grand Est affichent en 2018 une croissance modérée de leurs chiffres d'affaires de 1,5 %. Ce résultat se situe en-deçà des prévisions qui avaient été formulées il y a un an, ces dernières tablant alors sur une augmentation attendue de 3,1 %.

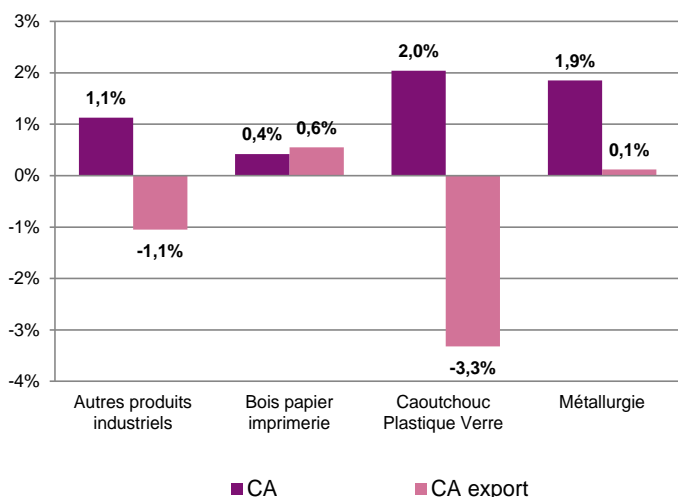
Cette évolution a été permise par la solidité du marché national, puisque par ailleurs les exportations sont restées quasiment stables à + 0,6 %.

En 2018, seuls les fabricants de matériel de transports ne présentent pas un solde positif (- 0,3 %), du fait du ralentissement affiché par les équipementiers automobile. L'industrie agroalimentaire affiche une légère hausse moyenne de 0,4%, seul le secteur de la transformation de la viande affichant une progression significative de 3,2%

Comme annoncé, le secteur de la fabrication d'équipements électriques et autres machines reste dynamique avec une croissance de 5,7%, qui est tirée par les exportations et concerne l'ensemble de ses branches.

### Évolution d'activité dans la fabrication des autres produits industriels

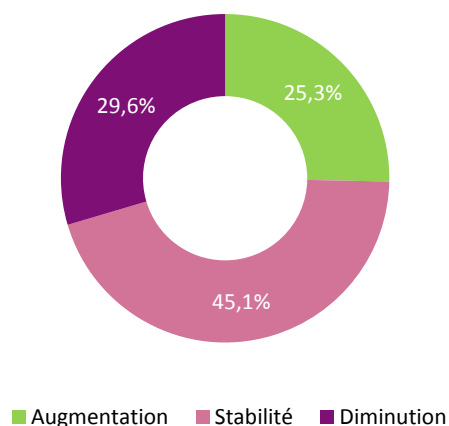
(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



Dans le secteur composite mais prépondérant des autres produits industriels, la bonne tenue de la métallurgie (+ 1,9 %) et de la fabrication de produits en caoutchouc ou matières plastiques (+2,0%), ainsi que celle des industries chimiques expliquent pour partie la progression d'ensemble (+ 1,1 %), en l'absence de véritable contre-performance dans les autres branches.

### Évolution de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



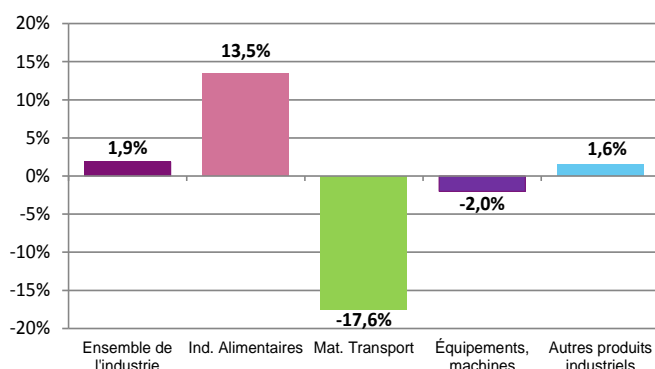
En dépit d'un contexte plutôt favorable, les industriels portent une appréciation contrastée sur l'évolution de leur rentabilité en 2018. En effet, alors qu'ils étaient 38% à anticiper une progression de leurs résultats, ils ne sont en fine qu'un peu plus de 25% à effectuer ce constat.

Il est vrai que l'année 2018 s'est caractérisée par des mouvements haussiers au niveau du prix de l'énergie et des matières premières, évolutions que les industriels n'ont pu totalement répercuter sur leurs tarifs en raison d'un environnement concurrentiel qui est resté vif.

Ainsi au global, parmi les industriels interrogés, les baisses de rentabilité ont été plus fréquentes (29,6%) que les augmentations (25,3%).

### Évolution d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



Globalement et comme annoncé, les flux d'investissement industriels se sont accrus (+ 1,9 %) en 2018, même si l'on constate, selon les secteurs analysés, des évolutions disparates.

Grâce à de nouveaux projets substantiels dans l'industrie laitière, l'agro-alimentaire affiche une nette progression en 2018 (+ 13,5 %) de ses engagements budgétaires.

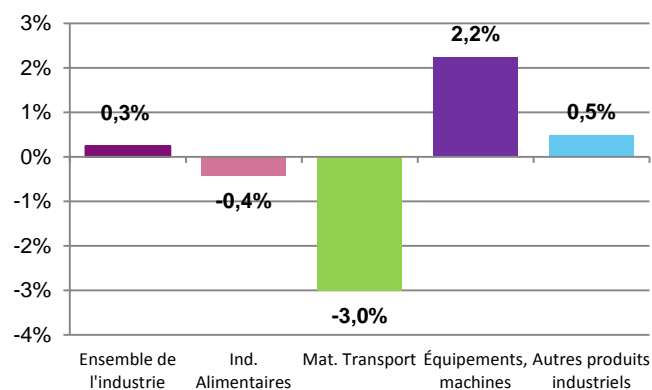
La baisse constatée (- 17,6 %) dans la fabrication de matériels de transports s'explique par la fin des programmes ambitieux portés par la branche automobile au cours des dernières années, ainsi que le repli tendanciel des flux d'investissement de leurs équipementiers.

Les investissements ont légèrement augmenté (+ 1,6 %) dans les autres produits industriels suite à la mise en œuvre de quelques importants programmes, notamment dans le travail du bois et la métallurgie.

En dépit des efforts réalisés dans la branche des produits électriques, les fabricants de biens d'équipement et de machines ont, dans leur ensemble, légèrement réduit leurs investissements (- 2,0 %).

### Évolution d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



Bien que modérée, la progression de l'activité industrielle a eu un impact positif en termes d'embauches. Les effectifs industriels de notre échantillon ont en effet progressé légèrement : + 0,3 %. Comme en 2017, les industriels se sont tournés assez largement vers la main d'œuvre intérimaire qui progresse de 3,2%. Ainsi hors intérim, l'emploi industriel n'affiche qu'une stabilisation d'une année sur l'autre.

Dans les matériels de transports, l'amélioration continue de la compétitivité demeure la priorité avec une nouvelle diminution des effectifs en 2018. Cette réduction apparaît un peu supérieure à celle annoncée, puisque les professionnels du métier avaient anticipé l'an dernier un repli de 2,2%.

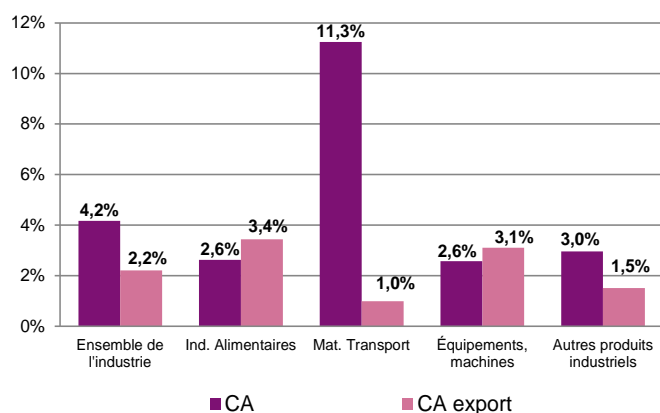
Dans l'agroalimentaire, les effectifs se sont légèrement tassés (- 0,4 %), les embauches enregistrées dans les autres branches n'ont pas totalement compensé les baisses constatées dans celle des viandes.

Les recrutements réalisés dans la branche des machines-outils ont permis au secteur de la fabrication d'équipements électriques d'afficher, en 2018, un solde positif de 2,2%.

Dans les autres produits industriels, les gains enregistrés notamment dans la métallurgie ou le secteur pharmaceutique ont plus que compensé les replis constatés dans l'industrie du papier-carton ou de l'imprimerie (+ 0,5 %).

### Prévisions d'activité par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



Pour 2019, les industriels anticipent une reprise de l'activité avec une hausse estimée à 4,2% qui s'appuierait principalement sur le marché intérieur, puisque les exportations ne progresseraient que de 2,2 %.

Cette croissance concernerait l'ensemble des branches industrielles.

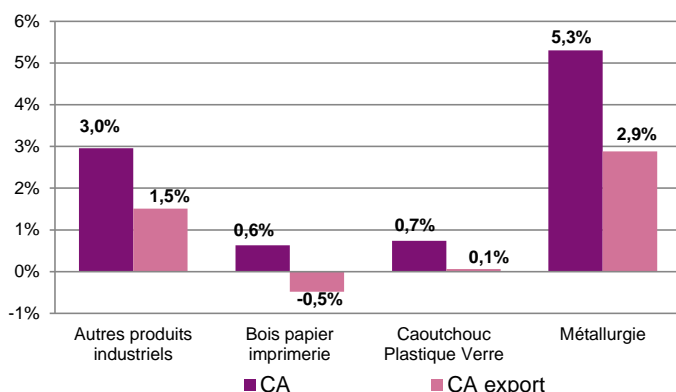
Du fait du dynamisme des projections annoncées par les principaux constructeurs automobiles, la fabrication de matériel de transports afficherait la progression la plus marquée à 11,3 %.

Les fabricants d'équipements et de machines, tout comme l'industrie agroalimentaire connaîtraient une croissance de leur activité de 2,6%, qui serait tirée par la vigueur respectivement de la branche des outils électriques et celle de la viande.

La hausse attendue (+ 3,0 %) dans le secteur des autres produits industriels se retrouve également dans l'ensemble des branches d'activités le constituant, mais à des degrés différents (cf. ci-dessous).

### Prévisions d'activité dans la fabrication des autres produits industriels

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



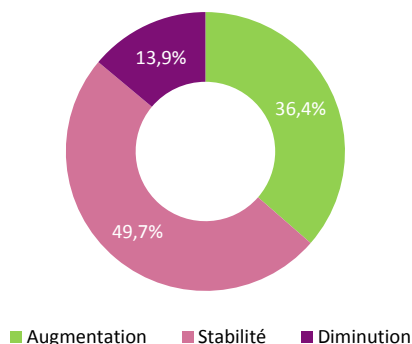
Le secteur des autres produits industriels anticipe une nouvelle progression de son chiffre d'affaires, plus vigoureuse que la précédente puisqu'elle devrait être de 3,0% en 2019 contre seulement 1,1% en 2018.

La branche de la métallurgie (+ 5,3 %) mais aussi les secteurs de la pharmacie et de la chimie connaîtraient une évolution dynamique portée notamment par la bonne tenue de la demande nationale.

A contrario, l'industrie du bois et du papier, ainsi que la fabrication de produits en caoutchouc ou matières plastiques afficheraient des progressions plus mesurées à respectivement + 0,6% et + 0,7%.

### Prévisions de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



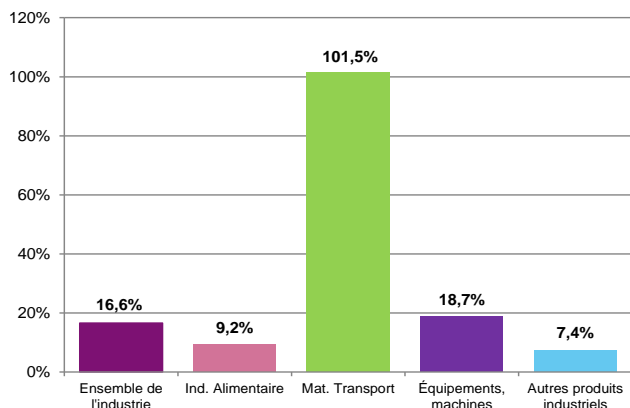
L'année 2019 devrait permettre aux chefs d'entreprise de consolider leurs résultats et de renforcer leur niveau de marges.

En effet, si une grande partie des professionnels interrogés (49,7 %) considère que leur rentabilité va rester stable en 2019, seuls 13,9% d'entre eux s'attendent à une baisse de leur rentabilité alors que 36,4% escomptent une amélioration dans ce domaine (soit 11,1 points de plus que le constat 2018).

Les plus optimistes sont les chefs d'entreprise des autres produits industriels, ainsi que ceux des secteurs des équipements électriques et électroniques.

### Prévisions d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



L'investissement industriel augmenterait notablement dans le Grand Est (+ 16,6%) en 2019, après une progression plus mesurée en 2018 (+ 1,9%).

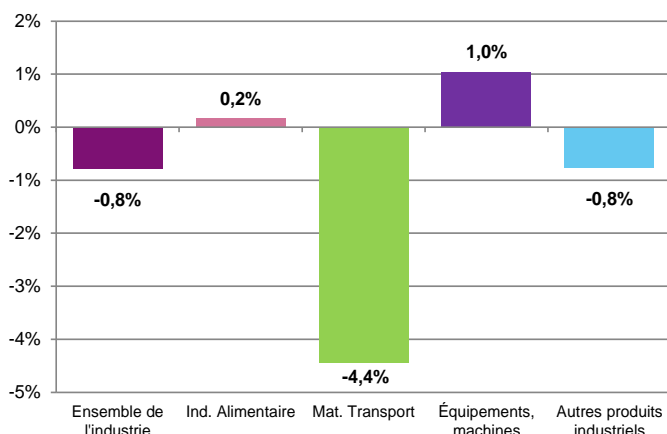
Cette hausse concernerait l'ensemble des secteurs industriels, mais serait assurément tirée par le bond réalisé dans la fabrication de matériels de transport (+ 101,5 %), du fait d'un projet de grande ampleur programmé dans l'industrie automobile.

Le secteur prépondérant des autres produits industriels verrait ses flux d'investissement s'accroître en moyenne de 7,4%, mais ce résultat occulte de grandes disparités entre des branches affichant de fortes progressions comme dans l'industrie chimique, pharmaceutique ou la métallurgie alors que la fabrication de produits en caoutchouc ou en matières plastiques ainsi que le travail du bois réduiraient leurs enveloppes budgétaires.

Le secteur agroalimentaire ainsi que celui de la production d'équipements électriques et autres machines augmenteraient également de façon significative leurs dépenses d'investissement de respectivement 9,2% et 18,7%.

### Prévisions d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



Les effectifs de notre échantillon industriel s'éroderaient en 2018 de - 0,8% et ce, en dépit d'une progression envisagée par les entreprises dans la fabrication d'équipements électriques ou dans l'industrie pharmaceutique.

Dans un objectif toujours recherché de gains de productivité, la diminution serait sensible (- 4,4%) dans l'industrie automobile, après les ajustements déjà réalisés en 2017 et 2018.

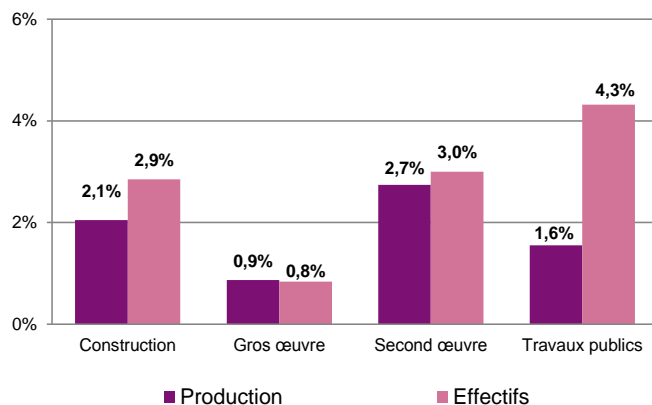
Ces évolutions cachent cependant une tendance de fond : les réductions d'emplois s'opéreraient principalement sur les effectifs intérimaires qui ressortiraient en baisse de 13,0% en 2019.

Hors intérim, les effectifs industriels permanents de notre échantillon resteraient ainsi stables en 2019.



### Évolution d'activité et d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



La construction poursuit sa croissance en 2018 avec une production en hausse de 2,1%, confirmant ainsi la reprise constatée l'année précédente.

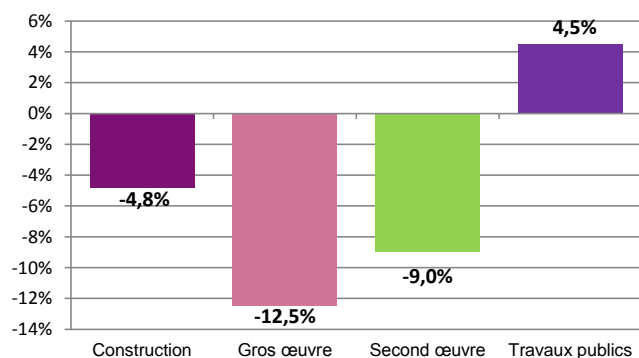
Tiré notamment par la demande des chantiers pour l'entretien et la rénovation du bâtiment, le second œuvre a vu son activité progresser en moyenne de 2,7% en 2018. La production dans le gros œuvre s'inscrit également à la hausse, mais de manière plus modérée avec une croissance annuelle de 0,9%.

Après une année 2017 marquée par un fort rebond (+ 9,2%), le secteur des travaux publics enregistre, en 2018, une seconde augmentation d'activité (+ 1,6%).

Dans cet environnement porteur, les effectifs ont globalement progressé (+ 2,9%). Du fait de difficultés de recrutement, les chefs d'entreprise ont davantage fait appel à la main d'œuvre intérimaire (+ 5,9%) et ce notamment dans les travaux publics (+ 12,7%).

### Évolution d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)

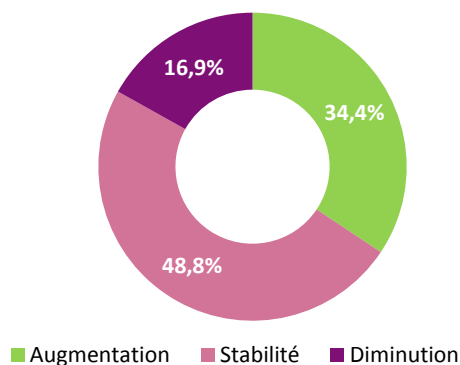


Globalement et comme annoncé, les budgets d'investissement des entreprises de la construction ont baissé en 2018 de l'ordre de 4,8%. Des marges qui se stabilisent et un effort d'investissement conséquent en 2017, expliquent cette prudence des dirigeants.

Cependant, ce repli ne concerne que les acteurs du bâtiment (- 10,4%), les professionnels des travaux publics affichant comme prévu une progression de leurs investissements (+ 4,5%).

### Évolution de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



Dans ce contexte plutôt favorable, 34,4% des dirigeants dans la construction ont vu leurs marges s'étoffer en 2018.

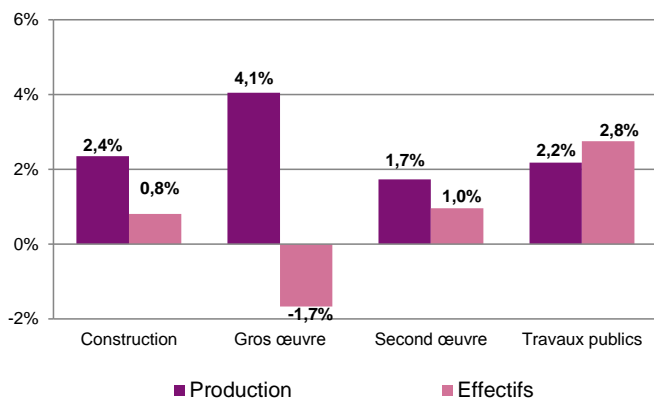
Cette proportion se positionne toutefois en deçà de l'attendu puisqu'ils avaient été 46,6%, lors de la précédente étude, à pronostiquer un accroissement de leurs résultats sur 2018.

**TP** : les professionnels des travaux publics ont constaté à 53,8% une amélioration de leur rentabilité. Seuls, 14,0% d'entre eux ont subi une baisse de rentabilité sur l'année.

**Bâtiment** : dans le bâtiment, la majorité des dirigeants (58%) annonce une stabilité de leurs résultats. Par ailleurs, 23,5% d'entre eux ont constaté une augmentation de celle-ci en 2018.

### Prévisions d'activité et des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



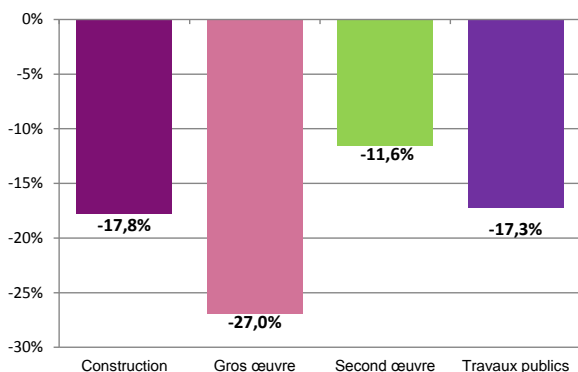
En 2019, le secteur de la construction devrait connaître une nouvelle croissance (+ 2,4%) permise notamment par la mise en chantier de nouveaux programmes de locaux non résidentiels et le lancement de travaux d'entretien-rénovation.

Dans le bâtiment, le gros œuvre et le second œuvre devraient voir leur production croître à nouveau, de respectivement 4,1% et 1,7%. Les travaux publics enregistreraient une 3<sup>ème</sup> croissance consécutive (+2,2%).

Ces prévisions favorables permettraient un accroissement modéré des embauches dans les secteurs du second œuvre et des travaux publics, accompagnée d'une baisse de l'emploi intérimaire (- 8,1% au global). La diminution d'effectifs attendue dans le gros œuvre (- 1,7%) s'explique notamment par la volonté des dirigeants de réduire leur volant d'intérimaires en 2019 (- 13,9%).

### Prévisions d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



A l'instar des années précédentes, les professionnels du secteur de la construction se montrent prudents dans leurs prévisions de budgets d'investissement.

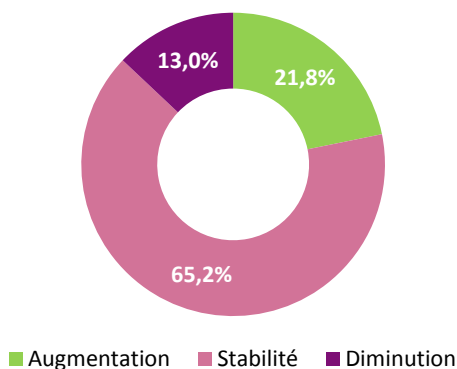
Après deux années successives d'efforts d'investissement, les chefs d'entreprise des travaux publics prévoient de limiter leurs dépenses en 2019.

Pour le bâtiment, les dirigeants devraient poursuivre, en 2019, leurs restrictions budgétaires d'investissement.

La location de matériels pourrait être privilégiée par les chefs d'entreprise, dans l'attente de la confirmation d'une reprise durable de l'activité.

### Prévisions de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



Dans une large majorité (plus de 65%), les chefs d'entreprise du secteur de la construction anticipent un maintien de leur rentabilité en 2019.

Inquiétés par l'évolution des prix de l'énergie, des matières premières et du coût de la main d'œuvre, ils ne sont plus que 21,8% à estimer que leur rentabilité progressera en 2019, alors qu'ils ont été 34,4% à faire ce constat sur 2018.

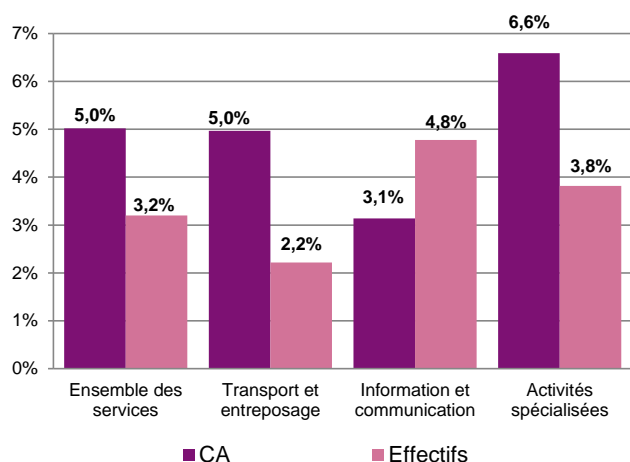
**TP** : 40,8% des dirigeants des travaux publics prévoient une stabilité de leurs marges en 2019 et 30,3% d'entre eux estiment qu'elle augmentera.

**Bâtiment** : une très forte majorité des dirigeants (79,0%) tablent sur une rentabilité similaire à 2018. Ils ne sont que 4,0% à prévoir une diminution de leurs marges dans l'année à venir.



### Évolution d'activité et d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



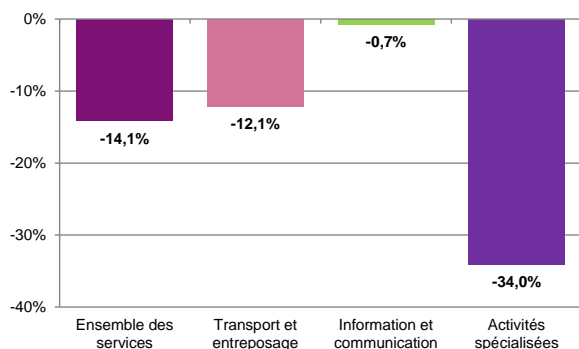
Après une progression de l'activité en 2017 et comme annoncé, les professionnels des services marchands ont réitéré leur performance en enregistrant une progression notable de leurs prestations (+5.0%).

L'ensemble des branches dans notre étude affiche des résultats positifs, tirés par la bonne tenue des secteurs de l'industrie et de la construction. Ainsi, les transports et entreposage progressent (+5.0%) tout comme les activités spécialisées (+6.6%), avec notamment une hausse pour les agences d'intérim (+5.7%).

Afin d'accompagner cette dynamique, les chefs d'entreprise ont réalisé de nouveaux recrutements (+ 3,2%), qui ont été plus marqués dans les branches de l'information-communication et des activités spécialisées.

### Évolution d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



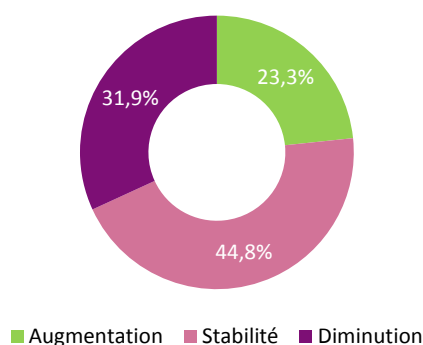
A l'instar des années précédentes et de façon plus amplifiée qu'annoncé, les chefs d'entreprise ont souhaité en 2018 réduire à nouveau leur budget d'investissement et ce de façon plus marquée dans la branche des transports et des activités spécialisées.

Il faut souligner que les investissements dans cette dernière branche ne représentent que 5,1% de ceux du secteur analysé qui, eux-mêmes ne correspondent qu'à 8,1% des flux globaux de la région.

Au global, les dépenses d'investissement des services marchands ont baissé dans le Grand Est de 14,1%.

### Évolution de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



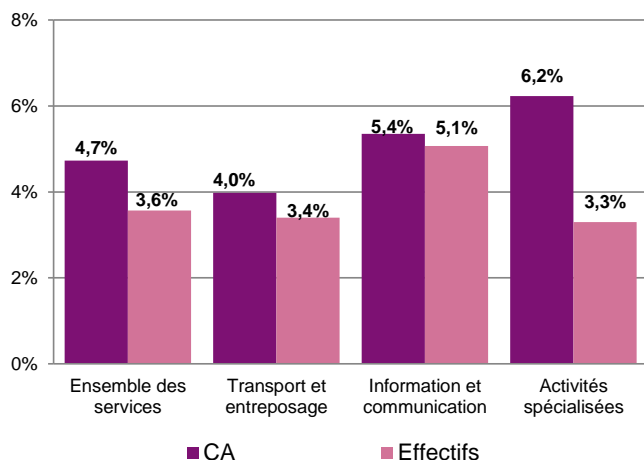
Comme en 2017, de nombreux chefs d'entreprise indiquent que leur rentabilité s'est maintenue à peu près au même niveau. Ce constat était plutôt attendu, puisque 67,8% des professionnels du métier avaient anticipé en début 2018 une stabilité de leur rentabilité.

Il est à noter que la part des dirigeants affichant une baisse de leur rentabilité en 2018 (31,9%) est bien supérieure à celle de ceux annonçant une amélioration (23,3%)

Du fait du renchérissement du coût de l'énergie et de la main d'œuvre, la branche des transports et entreposage indique même que 42,1% des entreprises de leur branche ont vu leur profitabilité se dégrader en 2018, contre seulement 19,7% qui sont parvenues à accroître le niveau de leurs marges.

### Prévisions d'activité et d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)



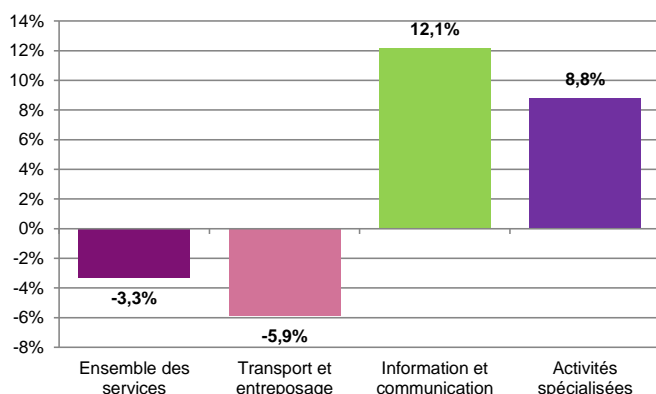
Pour 2019, les prévisions demeurent bien orientées avec une progression annoncée de 4,7%.

Grâce aux croissances attendues dans l'industrie et la construction, la branche du transport et de l'entreposage prévoit une nouvelle hausse d'activité (+ 4.0%). Les professionnels de l'information-communication anticipent une poursuite de la croissance de leurs chiffres d'affaires en 2019 (+ 5.4%). Pour les activités spécialisées, les prévisions sont également favorables notamment pour les conseils d'affaires, l'ingénierie et le personnel permanent des agences d'intérim.

Dans ce contexte, les chefs d'entreprise ont l'intention de poursuivre leurs efforts de recrutement en 2019 (+ 3,6%) et ce de façon assez homogène dans toutes les branches.

### Prévisions d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2017)

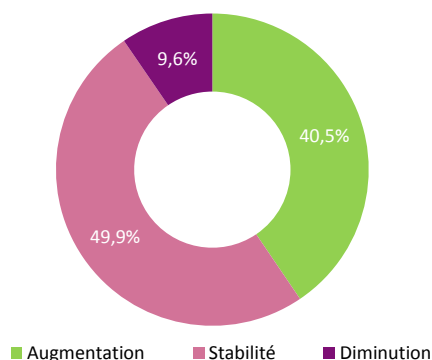


Dans le sillage de la branche du transport et de l'entreposage, prépondérante en termes d'investissement, les budgets dédiés sont à nouveau annoncés en diminution (- 3,3%).

Même si au global, les chefs d'entreprise du secteur adoptent une attitude prudente quant aux investissements à venir, on constate que des projets significatifs ont été programmés dans les branches de l'information-communication et dans les activités spécialisées.

### Prévisions de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



Interrogés sur leurs perspectives de rentabilité en 2019, les professionnels du secteur se montrent plutôt optimistes.

En effet, moins de 10% d'entre eux évoquent une diminution future de leurs performances, alors qu'ils sont 40,5% à envisager une amélioration de celles-ci.

Ce constat est encore plus marqué pour la branche information-communication, dans laquelle seuls 4,2% des dirigeants prévoient une baisse de leur rentabilité.

## Tableaux synthétiques sectoriels

(Variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 12/2017)

### Bilan 2018

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble de l'Industrie	1,5	0,6	0,3	1,9
Industries alimentaires	0,4	-1,4	-0,4	13,5
Industrie de la viande	3,2	17,6	-7,0	-3,6
Autres produits alimentaires	1,4	-1,4	0,8	-0,3
Fabrication de boissons	0,4	1,1	2,0	-2,3
Equipements électriques, électroniques et autres	5,7	5,9	2,2	-2,0
Equipements électriques	7,4	9,3	0,7	7,8
Machines et équipements	5,4	5,2	2,9	-9,9
Fabrication de matériels de transport	-0,3	-1,8	-3,0	-17,6
Fabrication d'autres produits industriels	1,1	-1,1	0,5	1,6
Travail du bois, industrie du papier, imprimerie	0,4	0,6	-2,2	20,4
Industrie chimique	3,6	-1,3	0,3	0,9
Industrie pharmaceutique	-0,2	-1,1	0,5	-15,9
Produits en caoutchouc, matières plastiques	2,0	-3,3	-0,3	-8,1
Métallurgie	1,9	0,1	1,6	4,2
Autres industries manufacturières	-2,2	-3,7	1,1	7,9

### Prévisions 2019

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble de l'Industrie	4,2	2,2	-0,8	16,6
Industries alimentaires	2,6	3,4	0,2	9,2
Industrie de la viande	4,7	5,2	0,1	15,8
Autres produits alimentaires	1,9	1,7	-0,5	14,0
Fabrication de boissons	2,5	4,0	0,1	7,5
Equipements électriques, électroniques et autres	2,6	3,1	1,0	18,7
Equipements électriques	0,8	1,4	1,1	34,7
Machines et équipements	2,4	2,6	0,5	14,5
Fabrication de matériels de transport	11,3	1,0	-4,4	101,5
Fabrication d'autres produits industriels	3,0	1,5	-0,8	7,4
Travail du bois, industrie du papier, imprimerie	0,6	-0,5	-1,0	-12,6
Industrie chimique	3,1	2,2	0,2	39,9
Industrie pharmaceutique	2,0	2,6	2,4	16,4
Produits en caoutchouc, matières plastiques	0,7	0,1	-2,1	-19,5
Métallurgie	5,3	2,9	-0,5	19,1
Autres industries manufacturières	3,5	3,7	-0,6	-6,0

## Tableaux synthétiques sectoriels

(Variation pondérée par les effectifs AcoSS-Urssaf 12/2017)

### Bilan 2018

	Production totale	Effectifs	Investissements
Construction	2,1	2,9	-4,8
Gros Oeuvre	0,9	0,8	-12,5
Second Oeuvre	2,7	3,0	-9,0
Travaux Publics	1,6	4,3	4,5

### Prévisions 2019

	Production totale	Effectifs	Investissements
Construction	2,4	0,8	-17,8
Gros Oeuvre	4,1	-1,7	-27,0
Second Oeuvre	1,7	1,0	-11,6
Travaux Publics	2,2	2,8	-17,3

## Tableaux synthétiques sectoriels

(Variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 12/2017)

### Bilan 2018

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble des services	5,0	4,5	3,2	-14,1
Transports et entreposage	5,0	5,4	2,2	-12,1
Information et communication	3,1	-1,9	4,8	-0,7
Activités spécialisées	6,6	-5,3	3,8	-34,0

### Prévisions 2019

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble des services	4,7	4,8	3,6	-3,3
Transports et entreposage	4,0	4,9	3,4	-5,9
Information et communication	5,4	6,4	5,1	12,1
Activités spécialisées	6,2	-1,0	3,3	8,8

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région Grand Est, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2016-2017-2018). Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

**STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON GRAND EST**  
Taux de couverture par rapport aux données Acooss – Urssaf

Secteurs d'activité	Nombre d'entreprises	Effectifs		Taux de couverture en %
		Appréhendés dans l'enquête	Recensés par Acooss-Urssaf au 31/12/2017	
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons	97	18 195	30 518	59,62%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, autres machines	101	28 291	44 339	63,81 %
Fabrication de matériels de transports	43	29 500	30 970	95,25 %
Fabrication d'autres produits industriels	479	83 886	149 454	56,13 %
<b>INDUSTRIE</b>	<b>720</b>	<b>159 872</b>	<b>255 281</b>	<b>62,63 %</b>
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>555</b>	<b>35 371</b>	<b>104 900</b>	<b>33,72 %</b>
<b>SERVICES</b>	<b>517</b>	<b>38 380</b>	<b>121 637</b>	<b>31,55 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 792</b>	<b>233 622</b>	<b>481 818</b>	<b>47,93 %</b>

**La Banque de France remercie pour leur précieux concours les entreprises ou établissements qui ont accepté de participer à cette enquête.**

**Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES**

sur le site Internet de la Banque de France

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr) - Rubrique "Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

[REGION44.CONJONCTURE@banque-france.fr](mailto:REGION44.CONJONCTURE@banque-france.fr)

En précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise

*« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».*